

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 25/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

APPRYL

BP 21

Usine de LAVERA

13117 Martigues

SPR/UICPE/JN/n° 531-2024

Références : GF/JPP-D-0346-MRT-2024

Code AIOT : 0006400928 (à rappeler dans toutes les correspondances)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement APPRYL implanté Route de PONTEAU, zone Ecopolis Nord, BP 21 - LAVERA 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APPRYL
- Route de PONTEAU, zone Ecopolis Nord, BP 21 - LAVERA 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006400928
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société APPRYL est autorisée par arrêté préfectoral du 25 avril 1996- à exploiter une unité de fabrication de polypropylène sur la commune de Martigues, à Lavéra.

Le site réalise la fabrication de polypropylène par polymérisation sous forme de poudre, la granulation (zone extrusion) et le stockage des granulés de polypropylène en vrac (silos) ou en sacs, et est classé SEVESO seuil bas pour cette activité.

Par ailleurs, l'établissement relève également de la directive IED relative aux émissions industrielles.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Déclarations GERE : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article communication DREAL	Demande d'action corrective	3 mois
8	Maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 25/04/1996, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
9	Prévention de pollution par les granulés plastiques	Code de l'environnement du 22/02/2024, article D541-362	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 25/04/1996, article 23.2	Sans objet
2	Présence de compteurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
3	Volumes d'eau prélevés	Arrêté Préfectoral du 25/04/1996, article 23.2	Sans objet
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action coup de poing régionale sécheresse 2024. Il ressort de cette visite que l'exploitant n'a pas déclaré la totalité de ces consommations d'eau. L'exploitant devra inclure la différence entre les importations de vapeur et les exportations de condensats dans sa déclaration GERE de 2023. Par ailleurs, lors de la visite sur le terrain, l'Inspection a constaté un défaut sur la tuyauterie retour du circuit de refroidissement à l'eau de mer et une fuite de granulés. L'exploitant devra faire le nécessaire pour résoudre ces défauts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/1996, article 23.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Eaux propres Elles sont constituées par la boucle primaire d'eau de mer en marche normale, diverses purges de vapeur non récupérées et les eaux pluviales n'ayant aucun contact avec des zones polluées [...] Une boucle d'eau de mer en circuit ouvert provenant de Naphtachimie [...] Ce débit sera limité à 4300 m ³ /heure.
Constats : Les installations industrielles de l'exploitant sont alimentées en eaux par des tiers de la plateforme industrielle de Lavéra. Il n'y a donc pas de prélèvement sur le site. L'eau du système de refroidissement provient du réseau eau de mer opéré par la société Naphtachimie. Celle-ci vient du Golfe de Fos (code de masse d'eau FRDC04). L'eau potable pour les usages sanitaires provient de la société Naphtachimie qui la reçoit de la Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues. L'eau industrielle est fournie par la société PétroInéos qui la reçoit de la société du canal de Provence sur la masse d'eau FRDR246b (La Durance de l'aval de Mallemort au Coulon). Les eaux spécifiques telles que l'eau déminéralisée, la vapeur moyenne et basse pression, sont fournies par la société Naphtachimie à partir de l'eau de la société du canal de Provence sur la masse d'eau FRDR246b.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre l'origine de l'eau fournie par la régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues ainsi que le code masse d'eau associé, sous 1 mois à compter de la date de réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence de compteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.
Constats : Chaque réseau d'eau (eau de mer, eau industrielle, eau potable, eau déminée, vapeurs) est équipé d'un compteur totalisateur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Volumes d'eau prélevés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/1996, article 23.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Eaux propres Elles sont constituées par la boucle primaire d'eau de mer en marche normale, diverses purges de vapeur non récupérées et les eaux pluviales n'ayant aucun contact avec des zones polluées [...] Une boucle d'eau de mer en circuit ouvert provenant de Naphtachimie [...] Ce débit sera limité à 4300 m ³ /heure.

Constats : L'exploitant n'est soumis par son arrêté préfectoral d'autorisation qu'à un débit maximum horaire sur le réseau eau de mer. Celui-ci est régulièrement dépassé comme en avril 2023 avec un débit moyen à 4445 m ³ /h. L'exploitant explique que le débit de 4300 m ³ /h est dépassé 27 % du temps depuis 2019. Ce sujet est connu de l'Inspection. L'exploitant a transmis un rapport à connaissance le 19 juillet 2023 demandant la modification de cette prescription pour porter ce débit de 4300 m ³ /h à 4900 m ³ /h. Ce dossier est en cours d'instruction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : En séance, l'exploitant a présenté un registre sur lequel sont relevés les volumes d'eau entrant et sortant du site. Les volumes d'eau potable sont relevés de façon hebdomadaire. Pour les autres types d'eau (vapeurs, condensats, eau de mer, eau industrielle et eau déminée), les compteurs en place permettent un suivi journalier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Pour : <ul style="list-style-type: none"> - établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; - pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ; - STEP urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ; - site d'extraction relevant du code minier. Prélèvements : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an. Volumes d'eaux rejetés : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a renseigné l'application GERE pour l'année 2022.</p> <p>Pour l'eau de mer, il a déclaré un prélèvement de 35 224 974 m³. Toutefois, l'exploitant indique que les données consolidées montrent un prélèvement de 35 224 969 m³.</p> <p>Pour l'eau provenant d'un réseau d'eau potable pour les usages sanitaires, il déclare une consommation de 3394 m³. Toutefois, les données consolidées montrent une consommation de 3387 m³.</p> <p>Pour les eaux de surface, il déclare une consommation de 81841 m³. Les données consolidées montrent une consommation de 81835 m³. L'Inspection constate que l'exploitant n'a pas intégré dans cette consommation la différence entre les importations de vapeurs et les exportations de condensats (eaux qui seront réutilisées dans la production de vapeur par Naphtachimie). Pour l'année 2022, cela représente 14 729 m³. L'exploitant indique que cette eau lui sert au lavage des silos.</p> <p>En 2023, les compteurs de l'exploitant indiquent les consommations suivantes. Pour l'eau de mer, il a prélevé 36 632 883 m³. Pour l'eau industrielle, il a consommé 21 923 m³. Pour l'eau déminéralisée (eau du canal de Provence), il a consommé 64 050 m³. Pour l'eau potable (depuis le réseau de la Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues), il a consommé 2 400 m³. Pour la vapeur, il a importé 60 585 m³ de vapeur basse pression et 21 190 m³ de vapeur moyenne pression. Pour les condensats, il a exporté 56 563 m³.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de prendre en compte la consommation des condensats qu'il utilise pour le lavage des silos dans sa déclaration GERE de l'année 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes</p> <p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point de contrôle est sans objet car les masses d'eau dans lesquelles sont prélevées les différents types d'eau (hors eau à usage sanitaire) n'ont pas été en crise ou en alerte renforcée en 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Mise en œuvre du PSH

Référence réglementaire : Autre du 20/03/2023, article communication DREAL
Thème(s) : Risques chroniques, PSH
Prescription contrôlée : Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024. Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024. Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas : 1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors. 2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte. Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA. Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt. L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH. Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.
Constats : L'exploitant n'a pas établi de plan de sobriété hydrique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre le plan de sobriété hydrique selon le modèle fourni par l'administration, complété sous 3 mois à compter de la date de réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/1996, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Défaut sur tuyauteries grand débit
Prescription contrôlée : L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux et des sols.
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a constaté que la coque béton externe du collecteur retour de l'eau de mer du circuit de refroidissement avant son passage en enterré, présente deux fissures verticales sur toute la hauteur de part et d'autre de la tuyauterie. Ces fissures sont de l'ordre du centimètre et la tôle centrale de la tuyauterie est visible. Une éventuelle fuite à grand débit sur

cette tuyauterie pourrait conduire à l'inondation du site et à la dissémination de granulés et poudres plastiques en dehors du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre une note analysant la criticité de ce défaut et les conséquences potentielles associées, sous 15 jours à compter de la date réception du présent rapport. Cette note intègre au besoin un échéancier des interventions nécessaires à la résolution de ce défaut et les mesures compensatoires dans l'attente de leur réalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Prévention de pollution par les granulés plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/02/2024, article D541-362
Thème(s) : Risques chroniques, Fuites de granulés sur équipement
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à : a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a constaté une fuite de granulés plastiques au niveau d'une garniture de pompe du circuit dit « taxi R1 ». Il y a des granulés sur le sol. Ceux-ci peuvent être emportés par les eaux de pluie et le vent hors du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour nettoyer la zone et réparer cette fuite de granulé sous 30 jours à compter de la date de réception de ce rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours